

MADAGASCAR

RAPPORT ANNUEL - ANNUAL REPORT

2013



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK



SOMMAIRE

TABLE OF CONTENTS

- 1 Le mot du PDG de BOA GROUP**
Message from the CEO of BOA GROUP
- 2-3 Plus de 30 ans de croissance et d'expansion**
Over 30 years of growth and expansion
- 4 Plus de 30 ans d'expérience au service des clients**
Over 30 years of experience serving customers
- 5 Les engagements du Groupe**
The commitments of the Group
- 6 Produits et Services disponibles**
French only

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITY REPORT

- 8-9 Le mot du Directeur Général**
Comments from the Managing Director
- 10 Faits marquants 2013**
Highlights 2013
- 11 Chiffres-clés au 31/12/2013**
Key figures on 31/12/2013
- 12-13 Engagements citoyens de la Banque et de la Fondation BANK OF AFRICA**
French only
- 14 Conseil d'Administration, Comité des Sages, Capital**
Board of Directors, Board of Advisers, Capital
- 15-26 Rapport du Conseil d'Administration**
Report by the Board of Directors
- 27-30 Rapports des Commissaires aux Comptes**
- 27-28 Rapport Général *French only*
- 29-30 Rapport Spécial *French only*
- 31-37 Bilan et Compte de Résultat**
Balance sheet and Income statement
- 38-41 Résolutions**
Resolutions
- 42-52 Annexes**
French only

MESSAGE FROM THE CEO OF BOA GROUP

The BANK OF AFRICA Group's 2013 financial year was highlighted mainly by the following five objectives:

- continue its external growth,
- improve its operating structure,
- launch a vast plan to strengthen its risk control,
- expand its sales & marketing set up,
- continue to enhance its financial results.

The BANK OF AFRICA Group's development was reflected in 2013 by the opening of a subsidiary in Togo.

Meanwhile, the Group's institutionalisation continued with an expansion in its Central Departments at head office.

With the same determination of more precision-based management, a major project for redefining Risk management was launched in synergy with the BMCE Bank Group, our majority shareholder. In the same light, a system of environmental and social management was set up in this same area.

The restructuring of our sales & marketing organisation and the implementation of our business model were maintained and extended to our corporate clients and English-speaking subsidiaries.

As for financial results, the progress made in 2012 continued in 2013, as seen in the following data.

Customer deposits reached 3.4 billion euros, a 7.2% increase driven mainly by an increase in the number of accounts, which exceeded the 2 million mark in May 2014.

Outstanding customer loans came to 2.5 billion euros, a 13.4% increase.

Total assets rose by 9.7% to 4.8 billion euros at end-2013.

Net Banking Income (NBI) improved by 10.2% to 320.6 million euros.

Consolidated net profit rose slightly, by 1% from 56.2 million euros in 2012 to 56.7 million euros, due to a large provision made on a file in a WAEMU BOA. Without this provision, net income rose by about 16%, thus reflecting the Group's dynamism.

In 2014, we will maintain and strengthen our policy, which reconciles commercial development and structural reinforcement within the framework of our 2013-2015 Three-Year Development Plan. The final objective is to reinforce our participation in financing national economies and to increase the involvement of African citizens in the economic and social life of their countries.

I thank all our customers for their trust in us, the BANK OF AFRICA staff for their unfailing commitment, and our shareholders for their steadfast support, particularly our majority shareholder, BMCE Bank.

Mohamed BENNANI

BOA GROUP S.A. Chairman & CEO

LE MOT DU PDG DE BOA GROUP



L'exercice 2013 du Groupe BANK OF AFRICA est principalement caractérisé par cinq points :

- la poursuite de son développement externe,
- l'amélioration de sa structure opérationnelle,
- le lancement d'un vaste chantier visant à un meilleur contrôle de ses risques,
- le renforcement de son organisation commerciale,
- et des résultats toujours en hausse.

Le développement du Groupe BANK OF AFRICA s'est traduit en 2013 par l'ouverture d'une nouvelle banque au Togo.

Parallèlement, l'institutionnalisation du Groupe s'est poursuivie, par le renforcement des Directions Centrales qui pilotent celui-ci.

Avec la même volonté d'un pilotage plus précis, un important chantier de redéfinition de la filière Risques a été lancé en synergie avec le Groupe BMCE Bank, notre actionnaire majoritaire de référence.

Dans le même esprit, un système de gestion environnementale et sociale a été mis en place sur cette même filière.

La restructuration de notre organisation commerciale et l'implantation de notre « business model » ont été maintenus et élargis à notre clientèle entreprise et à nos filiales anglophones.

En ce qui concerne les résultats financiers, la progression notée en 2012 a perduré en 2013, comme le montrent les données suivantes.

Le volume des dépôts de clientèle atteint 3,4 milliards d'euros, augmentant ainsi de 7,2 %, grâce notamment à une augmentation du nombre de comptes qui a permis de franchir la barre des 2 millions de comptes en mai 2014.

L'encours des créances sur la clientèle s'élève à 2,5 milliards d'euros, soit une hausse de 13,4 %.

Le total bilan, avec 4,8 milliards d'euros fin 2013, connaît une évolution annuelle de 9,7 %.

Le Produit Net Bancaire (PNB) croît de 10,2 % et atteint 320,6 millions d'euros.

Le résultat net consolidé s'établit à 56,7 millions d'euros contre 56,2 millions d'euros en 2012, soit une hausse réduite à 1 %. Cette modeste évolution est due à une importante provision sur un seul dossier dans l'une des BOA de l'UEMOA. Si l'on neutralise cette provision, le résultat net a augmenté d'environ 16 %, traduisant ainsi plus fidèlement le dynamisme du Groupe.

L'année 2014 verra la poursuite et le renforcement de notre politique qui concilie développement et renforcement structurel comme commercial, régie par notre Plan Triennal de Développement 2013-2015, avec pour objectif final une participation toujours plus forte dans le financement des économies nationales et une intégration toujours plus concrète du citoyen africain dans la vie économique et sociale de son pays.

Je remercie l'ensemble des clients pour leur confiance, les équipes BANK OF AFRICA pour leur engagement constant, nos actionnaires pour leur soutien permanent, et en particulier notre actionnaire principal, BMCE Bank.

Mohamed BENNANI

Président Directeur Général de BOA GROUP S.A.

PLUS DE 30 ANS DE CROISSANCE ET D'EXPANSION

OVER 30 YEARS OF GROWTH AND EXPANSION

RÉSEAU BANCAIRE*

BANKING NETWORK*

1983 BANK OF AFRICA – MALI

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Bamako.
10 Agences régionales et 20 Bureaux de proximité.

1990 BANK OF AFRICA – BÉNIN

22 Agences, 1 Centre d'Affaires et 2 Guichets portuaires à Cotonou.
21 Agences régionales.

1994 BANK OF AFRICA – NIGER

Créée en 1989 : NIGERIAN INTERNATIONAL BANK (NIB). Intégrée au Réseau BOA en 1994.

11 Agences à Niamey.
8 Agences régionales.

1996 BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

Créée en 1980 : BANAFRIQUE.
Intégrée au Réseau BOA en 1996.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Abidjan.
8 Agences régionales et 1 Bureau de proximité.

1998 BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

17 Agences et 1 Centre d'Affaires à Ouagadougou.
14 Agences régionales.

1999 BANK OF AFRICA – MADAGASCAR

Créée en 1989 : BANKIN'NY TANTSAHA MPAMOKATRA (BTM) / Banque nationale pour le développement rural.
Intégrée au Réseau BOA en 1999.

21 Agences et 1 Centre d'Affaires à Antananarivo.
59 Agences régionales.

2001 BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL

18 Agences, 1 Centre d'Affaires et 1 bureau WU à Dakar.
10 Agences régionales et 1 bureau WU en Région.

2004 BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

2 Agences à Cotonou.

2004 BANK OF AFRICA – KENYA

Créée en 1981 : sous forme de succursale BANQUE INDOSUEZ > CRÉDIT AGRICOLE-INDOSUEZ > CALYON. Intégrée au Réseau BOA, sous forme de filiale de droit kenyan, en 2004.

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Nairobi.
15 Agences régionales, 1 Centre d'Affaires à Mombasa.

2006 BANK OF AFRICA – UGANDA

Créée en 1985 : SEMBULE INVESTMENT BANK Ltd > ALLIED BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2006.

20 Agences à Kampala.
13 Agences régionales.

2007 BANK OF AFRICA – TANZANIA

Créée en 1995 : EURAFRICAN BANK – TANZANIA Ltd (EBT). Intégrée au Réseau BOA en 2007.

10 Agences à Dar es Salaam.
9 Agences régionales.

2008 BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA

Créée en 1909 à Bruxelles : BANQUE DU CONGO BELGE (BCB). 1922 : Agence BCB à Usumbura, Burundi.
25 juillet 1964 : BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA (BCB). Intégrée au Réseau BOA en 2008.

8 Agences, 1 Centre d'Affaires et 5 Guichets à Bujumbura.
12 Agences et 1 Guichet en province.

2010 BANK OF AFRICA – RDC

7 Agences à Kinshasa.
1 Agence régionale.

2010 BANK OF AFRICA – MER ROUGE

Créée en 1908 : BANQUE INDOSUEZ MER ROUGE (BIMR). Intégrée au Réseau BOA en 2010.

4 Agences et 1 Guichet à Djibouti.
1 Bureau de représentation à Addis Abeba en Éthiopie.

2011 BANK OF AFRICA – GHANA

Créée en 1999 : AMALBANK.
Intégrée au Réseau BOA en 2011.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Accra.
5 Agences régionales.

2013 BANK OF AFRICA – TOGO

3 Agences à Lomé.

FILIALES*

SUBSIDIARIES*

1997 **ACTIBOURSE**

Siège social à Cotonou.
1 Bureau de liaison à Abidjan.
1 contact dans chaque BOA.

2002 **AÏSSA**

Siège social à Cotonou.

2002 **AGORA**

Siège social à Abidjan.

2004 **ATTICA**

Siège social à Abidjan.

2009 **BOA-ASSET MANAGEMENT**

Siège social à Abidjan.

2010 **BOA-FRANCE**

4 Agences à Paris.
1 Agence à Marseille.

AUTRES STRUCTURES*

OTHER ENTITIES*

1999 **FONDATION BANK OF AFRICA**

BANK OF AFRICA FOUNDATION

Siège social à Bamako.
Présente dans 11 pays du Groupe.

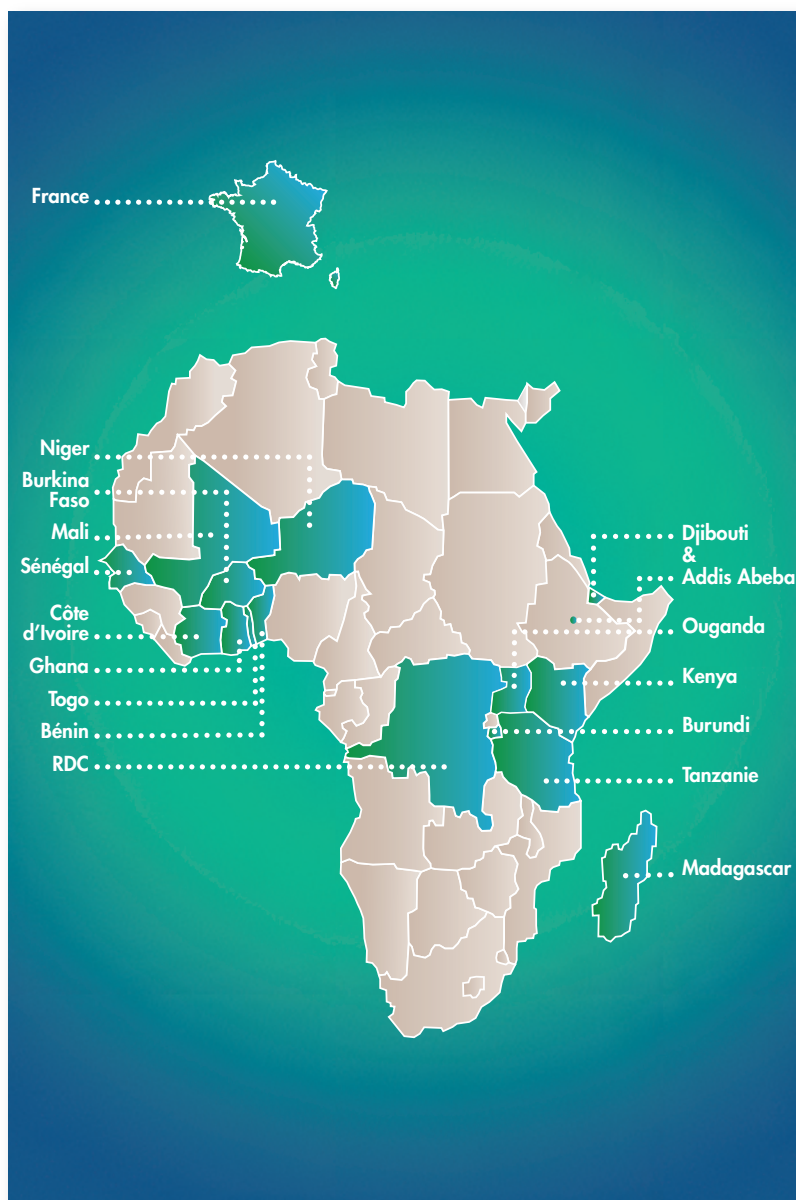
2000 **GIE GROUPE BOA**

BOA GROUP EIG

Siège social à Paris.

(*) Réseau BANK OF AFRICA au 31/3/2014.

(*) BANK OF AFRICA Network at 31/3/2014.



Créée en	<i>Created in</i>
Intégrée au Réseau BOA	<i>Integrated into BOA Network</i>
Siège social	<i>Head Office</i>
Agence	<i>Branch</i>
Agence régionale	<i>Regional Branch</i>
Centre d'Affaires	<i>Business Centre</i>
Bureau de proximité	<i>Local Branch</i>
Bureau de liaison	<i>Liaison Office</i>
Guichet	<i>Counter</i>
Guichet portuaire	<i>Port Branch</i>
Présente dans 11 pays du Groupe.	<i>Presence in 11 countries where the Group operates.</i>

PLUS DE 30 ANS D'EXPÉRIENCE AU SERVICE DES CLIENTS

OVER 30 YEARS OF EXPERIENCE SERVING CUSTOMERS

UN RÉSEAU PUISSANT*

5 000 personnes au service de plus d'un million de clients.

Environ 430 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 17 pays.

Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique, d'environ 600 unités, en expansion continue.

Près de 1 800 000 comptes bancaires.

A STRONG NETWORK*

5,000 people at the service of more than one million customers.

About 430 dedicated operating and service support offices in 17 countries.

A continuously expanding base of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals, numbering around 600.

Close to 1,800,000 bank accounts.

UNE OFFRE ÉTENDUE ET DIVERSIFIÉE

Une gamme complète de produits bancaires et financiers.

Une offre attractive en matière de bancassurance.

Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.

Une ingénierie financière performante.

A WIDE AND VARIED OFFER

Full range of banking and financial services.

An attractive range of bank insurance products.

Tailored solutions for all financing issues.

Successful financial engineering.

UN PARTENAIRE BANQUIER DE RÉFÉRENCE, BMCE BANK,

appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.

A LEADING BANKING PARTNER, BMCE BANK,

which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

DES PARTENAIRES STRATÉGIQUES, DONT :

PROPARCO,

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),

SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),

et le fonds d'investissement AUREOS.

STRATEGIC PARTNERS, INCLUDING:

PROPARCO,

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),

NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),

BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),

and investment fund AUREOS.

UNE EXPÉRIENCE AFRICAINE UNIQUE

Un développement continu depuis plus de 30 ans.

UNIQUE EXPERIENCE IN AFRICA

Continuous development for over 30 years.

LES ENGAGEMENTS DU GROUPE

THE COMMITMENTS OF THE GROUP FOR 31 YEARS

- ▶ **QUALITÉ** du service offert à la clientèle
- ▶ **DYNAMISME** et disponibilité des équipes
- ▶ **SOLIDITÉ** financière
- ▶ **COHÉSION** du réseau
- ▶ **DIVERSITÉ** des financements proposés
- ▶ **EXPERTISE** en ingénierie financière
- ▶ **PUISSANCE** des partenaires

- ▶ *Quality of customer service*
- ▶ *Dynamic, accessible staff*
- ▶ *Financial solidity*
- ▶ *Cohesive network*
- ▶ *Wide range of financing solutions*
- ▶ *Expertise in financial engineering*
- ▶ *Strong partners*

CA GROUPE 2013* :

493,7

MILLIONS D'EUROS

GROUP TURNOVER 2013*:

493.7 MILLION EUROS

(*) Chiffres au 30/4/2014

(*) Figures at 30/4/2014

PRODUITS & SERVICES DISPONIBLES À LA BOA-MADAGASCAR



ASSURANCES

Assurance Prévoyance « **Miahy** »

COMPTES

Compte Chèque
Compte Devises
Compte Élite

ÉPARGNE

Bons de Caisse
Bons du Trésor par Adjudication
Compte Épargne « **Tahiry** »
Dépôt à Terme
Plan Épargne Ambition

SERVICES FINANCIERS PAR MOBILE

Airtel Money
B-Web Smart

MONÉTIQUE

Carte SÉSAME
Carte SÉSAME ÉPARGNE
Carte VISA LIBRA
Carte VISA PROXIMA
Carte VISA Prépayée TUCANA
Cash Advance MASTERCARD

MULTIMÉDIA

B-Phone - B-SMS
B-Web

PACKAGES

Pack FONXIONARIA
Pack SALARIA

PRÊTS

Avance
Découvert Autorisé (Automatique)
Microfinance
Prêt Consommation « **Vaha Olana** »
Prêt Événements Familiaux
Prêt Immobilier « **Akany** »
Prêt Scolarité « **Prêt Tous à l'École** »

TRANSFERTS & CHANGE

Change Manuel
Chèques de Voyage
Western Union (en réception uniquement)

ENTREPRISES

Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITY REPORT



Abdallah IKCHED
Directeur Général
Managing Director



Jacques Simon RAKOTOZAFY
Directeur Général Adjoint - Support
*Deputy Managing Director
Support*



Othmane ALAOUI
Directeur Général Adjoint - Retail
*Deputy Managing Director
Retail*



Vololomanitra RAKOTONDRALAMBO
Directeur Général Adjoint - Entreprises
*Deputy Managing Director
Corporate Banking*

© BOA

LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

COMMENTS FROM THE MANAGING DIRECTOR

Malgré la persistance de la crise politico-économique pendant l'exercice 2013, la BOA-MADAGASCAR a pu consolider sa position de leader de la place tout en améliorant la rentabilité de son exploitation.

L'accroissement du nombre de clients et de comptes est un des principaux points de la stratégie commerciale de ces deux dernières années ; à cet égard la Banque a atteint fin 2013 les chiffres de 289 000 clients et 363 000 comptes actifs après une progression annuelle respectivement de + 18,2 % et + 27,6 %.

L'encours de ces comptes à vue a diminué de - 17 % à la suite du virement à la Banque Centrale par le Trésor des dépôts des établissements publics à caractère industriel et commercial. Toutefois, la progression de + 27 % de l'encours des comptes d'épargne a permis de limiter le recul des ressources issues de la clientèle à - 0,4 %.

L'encours des crédits à la clientèle a progressé de + 24,3 %, ce qui reflète l'implication soutenue de la Banque dans le développement économique du pays ; toutes les catégories de crédits y ont concouru avec + 28,9 % pour le court terme, + 15,2 % pour le moyen terme et + 32,9 % pour le long terme.

La forte hausse des taux sur le marché des Bons du Trésor par Adjudication au deuxième trimestre a entraîné une importante moins-value latente sur le stock existant et, par conséquent, une très forte progression des charges sur opérations de trésorerie et une baisse de la marge bancaire. Toutefois, la progression des commissions a permis une croissance du Produit Net Bancaire (PNB) de + 5,7 %.

Malgré un redressement fiscal couvrant quatre exercices, le résultat net a progressé de + 10 % par rapport à celui de 2012 et atteint 24,3 milliards d'Ariary.

Il apparaît donc que, en dépit de nombreux événements liés au contexte national de crise, la BOA-MADAGASCAR a toujours su s'adapter à la situation ; elle a fixé comme priorités l'efficacité commerciale, la qualité des risques et la maîtrise des charges afin de renforcer la productivité et la rentabilité.

La modernisation et l'extension de son Réseau figurent toujours au premier plan de la politique de la Banque de manière à :

- augmenter le nombre de comptes et l'équipement de la clientèle en produits et services ;

Despite the stubborn politico-economic crisis during the 2013, BOA-MADAGASCAR was able to consolidate its market leadership while enhancing its operating profitability.

The increase in the number of customers and accounts is one of the main components of the marketing strategy in the last two years. In this area the Bank reached 289,000 customers at end-2013 and 363,000 active accounts after annual increases of +18.2% and +27.6%, respectively.

The amount in these demand accounts shrank by 17% after the Treasury's decision to transfer the deposits of public-sector industrial and commercial establishments to the Central Bank. However, the 27% increase in savings deposits limited the decline in customer deposits to -0.4%.

Loan volumes increased by 24.3%, which reflects the Bank's steadfast involvement in the country's economic development. Loan volumes rose in all categories, including +28.9% in the short-term loans, +15.2% in medium-term loans, and +32.9% in long-term loans.

The sharp rise in rates on the Treasury Bill market during the second-quarter auction led to a sharp increase in unrealised capital losses in the existing inventories and, hence a very sharp run-up in expenses on treasury transactions and a decline in the banking margin. However, the increase in commissions made it possible to expand Net Banking Income (NBI) by 5.7%.

Despite the payment in four years' of back taxes, net income rose by 10% vs. 2012 to MGA 24.3 billion.

So, despite the many events triggered by the national crisis, BOA-MADAGASCAR has always been able to adjust to the situation. It has set as its priorities commercial efficiency, the quality of risks, and control over expenses, in order to enhance productivity and profitability.

The modernisation and extension of its branch network are still in the forefront of the Bank's policy, with the goals of:

- *expanding the number of its accounts and selling each customers more products and services;*

- privilégier la collecte de ressources à vue et d'épargne, au détriment de dépôts à terme dont la Banque s'est déjà partiellement dégagée afin de diminuer le coût de ses ressources.

Il en est de même pour la maîtrise des risques avec le maintien ou le renforcement des processus d'étude, de décision et de formalisation des crédits appliqués par des équipes de haut niveau.

D'autres chantiers ont été récemment lancés pour la mise en œuvre des orientations stratégiques, notamment :

- une meilleure prise en charge de la clientèle par la création :
 - d'un pôle « Corporate » et l'ouverture d'un premier Centre d'Affaires à Antananarivo ;
 - d'un pôle « Retail » ;
- l'efficacité commerciale, avec la mise en place de nouvelles pratiques managériales et du Plan d'Action Commercial Annuel (PACA) pour les particuliers et pour les entreprises ;
- la réorganisation des agences suivant les normes adoptées dans le Groupe pour assurer l'efficacité opérationnelle tout en optimisant l'utilisation des ressources humaines, matérielles et financières ;
- la relance de l'activité de microfinance agricole avec des objectifs ambitieux ;
- le recouvrement, avec le renforcement et la réorganisation des structures concernées ;
- la mise à niveau de notre système d'information avec l'installation d'une nouvelle version du progiciel bancaire.

Nous sommes convaincus de la capacité de l'économie malgache à retrouver son dynamisme dans un proche avenir, après les élections et la mise en place des nouvelles institutions devant marquer la fin de la crise, et nous allons poursuivre notre développement dans ce nouveau cadre tout en préservant constamment les fondamentaux de la Banque.

En conclusion, j'exprime mes vifs remerciements :

- à nos actionnaires pour le soutien qu'ils ne cessent d'apporter à la Banque ;
- à nos clients pour la confiance et la fidélité dont ils témoignent envers la Banque ;
- et enfin à l'ensemble des membres du personnel pour le professionnalisme et le fort sentiment d'appropriation dont ils font preuve à l'égard de leur entreprise.

Abdallah IKCHED

Directeur Général

- focusing on demand and savings deposits rather than on term deposits, which the Bank has already partially moved away from in order to lower the cost of its resources.

The same goes for risk management, in maintaining and reinforcing its process for reviewing, approving and formalising loans by high-level teams.

Other projects have been launched recently for the purpose of implementing strategic plans, including:

- serving customers better by setting up:
 - a "Corporate" division and the opening of a first Business Centre in Antananarivo;
 - a "Retail" division;
 - marketing effectiveness with the implementing of new management practices and an Annual Marketing Action Plan for retail and business customers;
 - the reorganisation of branches based on the Group's standards for ensuring operating efficiency while making the best use possible of its human, material and financial resources;
 - the restarting of the farm microfinance business with ambitious objectives;
 - better collection by building up and reorganising the staffs concerned;
 - the upgrading of our information system, with the installation of a new version of the banking software.
- We are convinced that the Malagasy economy's ability to recover its dynamism in the near future after the elections and the setting up of new institutions that should mark the end of the crisis, and we will continue expanding in this new framework while constantly safeguarding the Bank's fundamentals.

In conclusion, I would like to present my warmest thanks:

- to our shareholders for their steadfast backing of the Bank;
- to our customers for the trust and loyalty they have placed in the Bank;
- and to our entire staff for its professionalism and their strong sense of belonging to their company.

Abdallah IKCHED

Managing Director

FAITS MARQUANTS 2013

HIGHLIGHTS 2013

AVRIL

Lancement de la campagne Cap 400 000.

MAI

Mise en place d'une nouvelle version du progiciel bancaire utilisé au sein de BOA-MADAGASCAR.

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les cadres du Groupe à Dakar, au Sénégal.

Participation à la 8^e édition de la Foire Internationale de Madagascar (FIM 2013) et au Forum de l'Agribusiness.

JUILLET

Affectation à la BOA-MADAGASCAR de deux cadres expatriés du Groupe en charge respectivement de la Direction Centrale du Réseau et de son Développement et de l'Inspection Générale.

OCTOBRE

Signature d'un protocole d'accord entre INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC) et la BOA-MADAGASCAR relatif à l'augmentation de la ligne de garantie du commerce international sur le Global Trade Finance Program (GTFP).

Participation au Salon de l'Étudiant en tant que sponsor officiel.

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les Administrateurs du Groupe à Fès, au Maroc.

NOVEMBRE

Ouverture du premier Centre d'Affaires, espace commercial entièrement dédié à la clientèle Entreprises, à Antananarivo.

DÉCEMBRE

Ouverture de la nouvelle Agence de Mampikony, située au nord-ouest de Madagascar, dans la province de Mahajanga, à 473 km de la capitale.

Nomination par le Conseil d'Administration d'un nouveau Directeur Général et d'un Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Retail.

Signature d'un partenariat de Mobile Banking entre la BOA-MADAGASCAR et la société de télécommunication TELMA.

APRIL

Cap "400,000" campaign launched.

MAY

Roll-out of new version of BOA-MADAGASCAR's banking software.

Participation in the 2013 BANK OF AFRICA network management meetings, in Dakar, Senegal.

Participation in the 8th edition of the MADAGASCAR International Fair (FIM 2013) and the Agribusiness Forum.

JULY

BOA-MADAGASCAR is assigned two Group expatriates as Head of Retail Banking and its Development and Head of General Inspection.

OCTOBER

Memorandum of understanding signed between the INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC) and BOA-MADAGASCAR to raise the guarantee cap on international trade under the Global Trade Finance Program (GTFP).

Participation in the Salon de l'Étudiant (Student Fair) as an official sponsor.

Participation in the 2013 BANK OF AFRICA Directors meetings, in Fes, Morocco.

NOVEMBER

Opening of the first Business Centre, a commercial space dedicated entirely to corporate customers, in Antananarivo.

DECEMBER

New branch opened in Mampikony, in the northwest of Madagascar, in Mahajanga province, 473 km from the capital.

The Board of Directors appoints a new Managing Director and a new Deputy Managing Director in charge of Retail Banking.

Mobile Banking partnership signed between BOA-MADAGASCAR and the telecom company TELMA.



CHIFFRES CLÉS AU 31/12/2013

KEY FIGURES ON 31/12/2013

ACTIVITÉ / ACTIVITY

Dépôts clientèle* <i>Deposits*</i>	1 205 748
Créances clientèle* <i>Loans*</i>	696 408

RÉSULTAT / INCOME

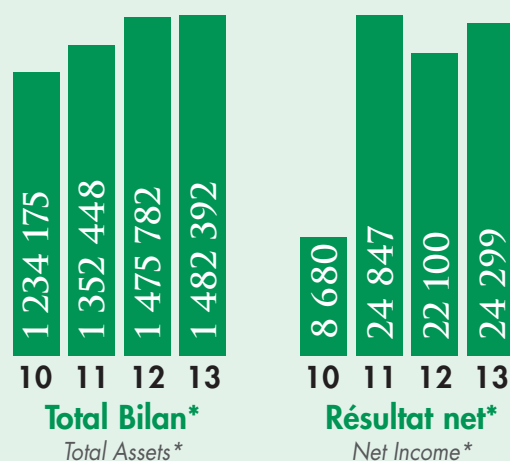
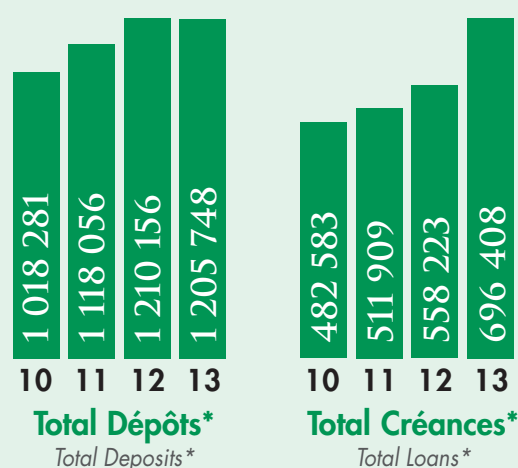
Produit Net Bancaire* <i>Net operating income*</i>	117 913
Charges de fonctionnement* <i>Operating expenses*</i>	73 907
Résultat Brut d'Exploitation* <i>Gross operating profit*</i>	33 025
Résultat Net* <i>Net income*</i>	24 299
Coefficient d'Exploitation (%) <i>Operating ratio (%)</i>	73.7

STRUCTURE / STRUCTURE

Fonds Propres après répartition* <i>Shareholders' equity after distribution*</i>	140 091
Fonds Propres / Total Bilan (%) <i>Shareholders' equity / Total assets (%)</i>	9.5
Effectif moyen pendant l'exercice <i>Average number of employees</i>	1 072

Total Bilan* / Total Assets*
1 482 392

ÉVOLUTION DE 2010 À 2013 EVOLUTION FROM 2010 TO 2013



Le stand de la BOA-MADAGASCAR
à la Foire Internationale de Madagascar (FIM 2013).
*The BOA-MADAGASCAR stand
at the Madagascar International Fair (FIM 2013).*

La BOA-MADAGASCAR, sponsor officiel
du Salon de l'Étudiant à Ankatso.
*BOA-MADAGASCAR, official sponsor
of the Student Fair in Ankatso*

ENGAGEMENTS CITOYENS DE LA BANQUE

Durant l'année 2013, la BANK OF AFRICA – MADAGASCAR et la Fondation BOA ont poursuivi et renforcé leurs actions citoyennes, notamment dans les domaines social, environnemental et économique.

SOCIAL

La BOA-MADAGASCAR a été le sponsor officiel de la 10^e édition du Tour Cycliste de Madagascar qui s'est tenu du 26 novembre au 8 décembre 2013. Présente dans l'histoire du Tour depuis sa création, elle a profité de ces dix jours de liesse populaire pour faire passer des valeurs fondamentales que sont le culte de l'effort, le dépassement de soi et le partage. Valeurs notamment illustrées par la mobilisation des agents de la Banque, tant ceux du Siège et du Réseau que ceux des agences des villes traversées par le Tour qui ont montré un esprit d'équipe formidable. ▼



Arrivée du coureur malgache Fenosoa ANDRIAMPARANY, classé 8^e du Marathon Hommes. ▲

Participation à la 6^e Édition du Marathon International BOA de Bamako par le financement du déplacement d'une délégation.

ENVIRONNEMENTAL

Dans le cadre de la Procédure de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) du Groupe BOA :

- des séances de sensibilisation et formation sur les risques environnementaux et sociaux, ainsi que sur l'application du système de gestion environnemental et social propre à la BOA-MADAGASCAR, ont été organisées, à l'intention du personnel de la Direction Centrale des Grandes Relations.
- des formations relais ont été dispensées aux Responsables d'Agences et au personnel des Directions concernées du Siège, pour sa mise en œuvre dans le traitement des demandes de crédit émanant de la clientèle. Ces formations ont été organisées par la Direction de la Qualité et de la Gestion Environnementale et Sociale (DQGES).

ÉCONOMIQUE

La Banque accompagne comme toujours sa clientèle en procédant à la signature de conventions de partenariat avec des organismes publics et privés permettant aux employés de ceux-ci de bénéficier de différents avantages et taux préférentiels sur les Produits et Services BOA.

Elle a aussi marqué sa présence dans différentes manifestations économiques dont notamment :

- l'organisation du « Forum de l'Agrobusiness » dont elle a été le sponsor officiel, dans le cadre du développement du secteur agricole ;
- la participation à la 8^e édition de la Foire Internationale de Madagascar (FIM) et la mise en avant de produits phares, comme la carte multifonction TUCANA ;
- la participation à la Conférence Internationale sur les Guichets Uniques portant sur la facilitation des échanges avec l'inter-connectivité des systèmes, durant laquelle la Banque a présenté certains de ses produits : la carte VISA TUCANA, B-Web et le Mobile Banking.

ACTIONS DE LA FONDATION BOA

Le Groupe BOA ne cesse de confirmer son statut d'entreprise citoyenne et responsable. Sa présence dans le tissu social se concrétise à travers les actions sociales, subventionnées par la Fondation BOA. Ci-dessous, les principales réalisations en 2013.

Création d'un « Centre de Vie »

Construction de classes et autres infrastructures (dispensaire, cantine, latrines, puits) sur un terrain d'environ 6 000 m² dépendant de l'École Primaire Publique d'Ambohidranomanga, dans le canton d'Ambatomirahavavy, district d'Arivonimamo. Pose de la première pierre le 26 novembre 2013. Les travaux de construction seront terminés en juin 2014.



Reprise du Partenariat avec FERT Financement du Collège Agricole d'Ambalavao

Contribution de 50 000 000 Ariary au financement du fonctionnement du Collège Agricole d'Ambalavao assisté par la Formation pour l'Épanouissement et le Renouveau de la Terre (FERT) sur la période de juillet 2013 à juin 2014.

Prix des Majors de Promotion de l'ESCA Antanimena

Octroi de bons d'ouverture de Compte Épargne de la Banque : 5 bons de 50 000 Ariary aux majors de promotion de l'école ESCA Antanimena et 1 bon de 110 000 Ariary au Major des Majors.

Tous les projets initiés par la FONDATION BOA sont réalisés dans le strict respect des textes régissant sa constitution (fondation d'utilité publique) et dans l'observation rigoureuse de ses engagements afin d'assurer la pérennité d'une image positive.

Reprise de la Campagne « Tous à l'École »

Don par la Fondation BOA et la BOA-MADAGASCAR de 64 000 cahiers personnalisés (35 700 000 Ariary) aux élèves des écoles primaires publiques ou privées, pour la rentrée scolaire 2013/2014.



► Pose de la première pierre du Centre de Vie Ambohidranomanga par 2 écoliers et par M. Abdallah IKCHED, DG de la BOA-MADAGASCAR.

Reprise de l'Opération « Noël Solidarité »

Don de jouets et friandises, pour un montant de 30 000 000 Ariary, à 1 166 enfants malades et nécessiteux de 8 centres (EPP, Centre éducatif et Hôpital pédiatrique) identifiés par le bureau local.



« Noël Solidarité » 2013.

CONSEIL D'ADMINISTRATION & CAPITAL

BOARD OF DIRECTORS & CAPITAL

CONSEIL D'ADMINISTRATION / BOARD OF DIRECTORS

Au 18 avril 2014, le Conseil d'Administration, de 11 membres, est composé comme suit :

At 18th April 2014, the Board of Directors comprised the following 11 members:

Alain RASOLOFONDRAIBE, Président / *Chairman*
 BANK OF AFRICA – BÉNIN (BOA-BÉNIN),
 représentée par / *represented by* Georges ABALLO
 Mohamed BENNANI
 Paulin Laurent COSSI
 ÉTAT MALGACHE / *MALGACHE STATE*, représentée par
represented by Orlando Rivomanantsoa ROBIMANANA

Mamadou KA
 Jean-François MONTEIL
 Alexandre RANDRIANASOLO
 Francis SUEUR
 Abderrazzak ZEBDANI
 Ben ZWINKELS

COMITÉ DES SAGES / BOARD OF ADVISORS

Mis en place par l'Assemblée Générale du 9 juin 2000, conformément aux Statuts, ce Comité exerce, à côté du Conseil d'Administration, une mission de conseil pour les questions relevant de la politique générale de la Banque.

Set up following the General Meeting of 9th June 2000 in accordance with the Statutes, this committee works alongside the Board of Directors, advising on issues relating to the Bank's general policy. Les trois membres actuels sont : / *Its current three members are:*

Anil BARDAY

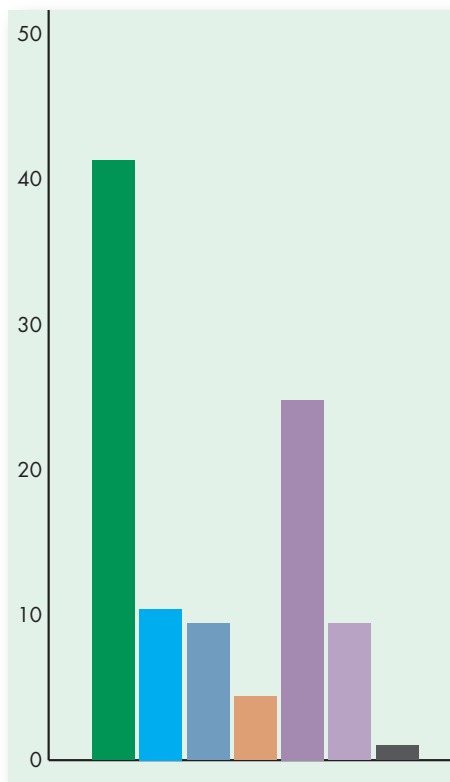
Marcel RAMANANDRAIBE

Patrick RAZAFINDRAFITO

CAPITAL

Au 18 avril 2014, le capital social de la BOA-MADAGASCAR est de 45 509 740 000 Ariary, composé de 2 275 487 actions d'une valeur nominale unitaire de 20 000 Ariary. Sa répartition s'établit comme suit :

At 18th April 2014, the authorized and issued capital of BOA-MADAGASCAR is MGA 45,509,740,000 divided into 2,275,487 ordinary shares with a per value of MGA 20,000 each. The Bank's capital was held as follows:



41.26%	AFH-OCÉAN INDIEN
10.40%	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI) <i>INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC)</i>
9.45%	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO) <i>NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO)</i>
4.40%	PROPARCO
24.83%	ACTIONNAIRES PRIVÉS MALGACHES <i>MALGACHE PRIVATE SHAREHOLDERS</i>
9.37%	ÉTAT MALGACHE <i>MALGACHE STATE</i>
0.29%	AUTRES ACTIONNAIRES <i>OTHER SHAREHOLDERS</i>

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS



Alain RASOLOFONDRAIBE

Président du Conseil d'Administration

Chairman of the Board of Directors

CHIFFRES CLÉS DE MADAGASCAR EN 2013 2013 MADAGASCAR KEY FIGURES

Superficie (milliers de Km ²)	592	Area (thousand Km ²)
Population (millions d'habitants)	22.29	Population (million inhabitants)
PIB (USD milliards)	10.8	GDP (USD billions)
PIB/HAB (USD)	471.2	GDP Per capita (USD)
Nombre de banques	11	Number of banks

Estimations au 31/12/2013 / As at 31/12/2013

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 18 AVRIL 2014

LE CADRE ÉCONOMIQUE & FINANCIER DE L'EXERCICE 2013

Sur le plan mondial

L'année 2013 a été marquée par une reprise progressive de l'activité économique mondiale mais reste inégalement répartie selon les zones géographiques. En effet, la croissance a été plutôt vigoureuse dans les grands pays émergents, les pays en développement ou aux États-Unis alors que dans d'autres pays de la Zone Euro, la situation continue à être marquée par une forte récession. **La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial est de 2,4 % en 2013**, contre 2,5 % en 2012 selon les dernières estimations de la Banque Mondiale.

Aux États-Unis

À la fin de l'année 2013, le Congrès a réussi à conclure un accord qui a permis d'atténuer les risques de coupes budgétaires automatiques pendant les deux prochaines années. **Le taux de croissance du PIB américain a été de 1,8 % en 2013** contre 2,7 % en 2012.

En Europe

Malgré les soutiens massifs avec notamment la baisse du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) à 0,25 % et la résilience de l'économie allemande, l'Union Économique et Monétaire Européenne reste la seule zone au monde à avoir régressé ; **la zone Euro a connu une nouvelle baisse de son PIB d'environ 0,5 % en 2013** contre 0,6 % en 2012.

Au Japon

En dépit des mesures d'assouplissement adoptées par le gouvernement, l'économie nipponne a enregistré une croissance ralentie en 2013 due essentiellement à la stagnation de la consommation domestique. Ainsi, le taux de croissance du PIB japonais a été de 1,7 % en 2013 contre 1,9 % en 2012.

Dans les pays en développement

En 2013, les pays en développement et les économies en transition, en revanche, constituent les principaux moteurs de la croissance mondiale avec **une évolution de leur PIB de l'ordre de 4,8 % sur les deux dernières années**.

En Chine

À l'instar de ce qui s'observe depuis une décennie, la Chine reste la locomotive de l'économie mondiale avec une contribution à la croissance mondiale de l'ordre de 50 %. **Elle affiche le taux de croissance le plus élevé avec un PIB en hausse de 7,7 % en 2013**.



L'Agence régionale Mampikony, ouverte en décembre 2013.
The Mampikony regional Branch, opened in December 2013.

↑ TAUX DE CROISSANCE + 2,4 %

À Madagascar

L'année 2013 a été marquée par l'organisation des échéances électorales (présidentielle et législatives) devant ramener le pays à l'ordre constitutionnel. Sur le plan social, l'amplification des actes liés à une insécurité meurtrière, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, l'ont émaillé toute l'année et la dégradation des indicateurs sociaux s'est poursuivie avec une pauvreté atteignant près de 92 % de la population selon les derniers chiffres du PNUD. Les effets combinés de la crise politique interne, de la crise internationale et des aléas climatiques ont fortement impacté l'évolution de l'économie malgache. Ainsi, **le taux de croissance économique est estimé à 2,4 % en 2013**, contre une prévision initiale de 2,8 %.

En ce qui concerne les évolutions sectorielles, le secteur primaire enregistre un taux de croissance de 0,9 % contre 7,9 % pour le secteur secondaire et 2,4 % pour le secteur tertiaire.

Le taux d'inflation, en glissement annuel, est contenu à 6,7 % en 2013 contre 5,8 % en 2012. Les interventions de l'État pour le maintien des prix des carburants à la pompe ont permis de maîtriser son évolution.

Sur le Marché Interbancaire de Devises (MID), la politique monétaire et de change prudente menée par la Banque Centrale de Madagascar a permis de stabiliser la valeur réelle de la monnaie nationale. En effet, par rapport à fin 2012, l'Ariary ne s'est dépréciée que de 3,24 % par rapport à l'euro et a gagné 1,52 % face au dollar en 2013.

Du côté des finances publiques, le déficit budgétaire est estimé à 1,6 % du PIB pour l'année 2013 contre 0,6 % prévu initialement sachant que ce déficit a été financé en partie par le secteur bancaire à travers le recours aux Bons de Trésor par Adjudication (BTA).

Le taux de pression fiscale représente 9,7 % du PIB en 2013 contre une prévision initiale de 11,4 % en raison principalement de la baisse des activités dans presque tous les secteurs ayant des impacts significatifs sur les recettes de l'État.

Sur le marché des Bons du Trésor par Adjudication (BTA), en se référant aux résultats des soumissions enregistrées lors des cinq dernières séances de l'année sous revue, les offres soumises sont insuffisantes par rapport aux montants annoncés générant ainsi des hausses significatives de taux sur le marché, notamment au cours du dernier trimestre de l'année, avec un taux moyen pondéré global passant de 6,66 % à fin septembre 2013 à 11,43 % à fin décembre 2013.

Quant au secteur extérieur, la situation s'est détériorée avec un déficit de la balance des paiements évalué à 2,3 % du PIB en 2013 contre 0,9 % en 2012. En effet, les transactions sur les prêts et emprunts se sont soldées par une sortie des capitaux relativement importante face aux flux d'Investissements Directs Étrangers qui se sont sensiblement contractés impactant fortement la balance des paiements de l'État.

En ce qui concerne les perspectives pour 2014, le gouvernement malgache prévoit **un taux de croissance du PIB de 3,0 %** qui sera tiré principalement par la redynamisation des activités de production, l'amélioration des exportations de produits miniers et la performance du secteur des services (télécommunication, banque, tourisme et transport). La croissance sera ainsi boostée avec une prévision de 10,5 % pour le secteur secondaire contre 1,5 % pour le secteur primaire et 2,5 % pour le secteur tertiaire. Par rapport au PIB, le taux de pression fiscale est attendu à 10,4 % et le déficit public à 1,6 % en 2014.



La BOA-MADAGASCAR au Salon de l'Habitat.
BOA-MADAGASCAR at the Home Furnishing exhibition.

Toutefois, il importe de souligner que les conséquences de ces 5 années de crise seront difficiles à surmonter et la plupart des observateurs s'accordent à dire que 2014 ne sera pas encore l'année de la relance mais juste celle qui verra un début de redressement économique dans la mesure où le retour à l'ordre constitutionnel avec l'élection du nouveau Président ne signifiera pas un retour dans l'immédiat des financements extérieurs nécessaires pour le redressement.



Inauguration de l'Agence régionale Ambalavao, ouverte en septembre 2012.
Inauguration of the Ambalavao regional Branch, opened in September 2012.

ANALYSE DES COMPTES DE BILAN ET DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013

Malgré l'environnement socio-économique encore difficile, la BANK OF AFRICA – MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) a continué au cours de l'année 2013 d'enregistrer une légère reprise de ses activités et des résultats en nette augmentation par rapport à ceux enregistrés en décembre 2012.

↑ TOTAL BILAN + 0,4 %

Le total du bilan est en progression de 0,4 %, pour s'établir à 1 482,4 milliards d'Ariary au 31 décembre 2013 contre 1 475,8 milliards d'Ariary en décembre 2012.

Les dépôts de la clientèle ont enregistré un léger recul de 0,4 %, pour s'afficher à 1 205,7 milliards d'Ariary à la fin de l'exercice 2013 et ce en dépit de la baisse significative des dépôts des établissements publics (EPIC) consécutive à leur transfert à la Banque Centrale.

Les dépôts à vue inscrivent une baisse de 17,0 % (-111,1 milliards d'Ariary) du fait de la sortie exceptionnelle de certains comptes courants pour près de -118,7 milliards d'Ariary (-28,1 %) suite aux instructions données par la Direction Générale du Trésor à toutes les banques de la place de virer à la Banque Centrale les dépôts des établissements publics (EPIC).

Les dépôts à terme ont également enregistré un léger recul de 1,5 %.

↑ COMPTES ÉPARGNE « TAHIRY » + 27,8 %

Par contre, l'encours des comptes d'épargne « Tahiry » inscrivent une hausse de 27,8 % (+74,3 milliards d'Ariary) pour s'établir à 341,3 milliards d'Ariary au 31 décembre 2013 contre 267,1 milliards d'Ariary en 2012. Cette situation résulte de la forte productivité enregistrée dans les ouvertures de cette catégorie de comptes qui constitue également une composante des produits packagés.



Le Centre d'Affaires ouvert à Antananarivo.
The Business Centre opened in Antananarivo.

Quant aux autres dépôts, leurs encours dépassent de 35,6 milliards d'Ariary les réalisations à fin décembre 2012 pour se situer à 117,2 milliards d'Ariary à fin décembre 2013 en raison notamment des provisions constituées par les compagnies pétrolières pour leurs importations.

Les engagements directs, en progression de 24,7 %, se situent à 696,4 milliards d'Ariary à fin décembre 2013 en raison de la hausse des crédits à court terme de

28,9 %, des crédits à moyen terme de 15,2 % et des crédits à long terme de 32,9 %. Cette évolution est caractérisée par le développement du crédit en faveur des particuliers et professionnels avec une politique de conquête ciblée.

Les crédits à court terme présentent une hausse de 28,9 % et s'affichent à 295,9 milliards d'Ariary au terme de l'exercice 2013 contre 229,6 milliards d'Ariary un an plus tôt. Par ailleurs, les crédits sains hors créances douteuses et litigieuses, s'élevant à 270,9 milliards d'Ariary à fin décembre 2013, ont connu une évolution positive de 30,0 % constatée essentiellement sur les découverts, les mobilisations de créances nées sur l'étranger et les préfinancements de collecte.

L'encours de crédits à moyen terme, en augmentation de 15,2 %, s'établit à 269,3 milliards d'Ariary au 31 décembre 2013 contre 233,8 milliards d'Ariary au 31 décembre 2012. Cette hausse est portée essentiellement par les crédits à la consommation destinée aux particuliers qui affichent une évolution annuelle appréciable de 21,4 % pour atteindre 199,3 milliards d'Ariary à fin décembre 2013.

Les crédits à long terme ont connu une évolution appréciable de 32,9 %, en un an, passant de 96,9 milliards d'Ariary au 31 décembre 2012 à 128,7 milliards d'Ariary au 31 décembre 2013 en raison notamment des concours octroyés en faveur des secteurs de l'immobilier, de l'industrie et de la télécommunication.

Le volume des engagements par signature enregistre, en un an, une évolution négative de 15,3 % pour s'établir à 222,0 milliards d'Ariary à fin 2013. Cette régression s'explique surtout par les remboursements opérés par diverses sociétés inscrites dans les secteurs pétroliers, de téléphonie mobile, de transport aérien, de transit et de l'industrie agro-alimentaire.

Les produits d'exploitation, en progression de 9,8 % par rapport à décembre 2012, s'établissent à 164,2 milliards d'Ariary, en raison notamment de la hausse des produits des opérations avec la clientèle de 14,8 % et des produits des commissions et divers de 31,1 % et ce malgré la baisse des produits sur opérations de trésorerie et interbancaires de 27,1 %.

Les charges d'exploitation, s'affichant à 131,9 milliards d'Ariary au 31 décembre 2013, enregistrent une hausse de 17 % constatée principalement sur les charges bancaires, les frais directs d'exploitation et les dotations aux amortissements.

Les charges bancaires, s'élevant à 45,1 milliards d'Ariary, inscrivent une hausse de 18,9 % du fait de l'augmentation des charges sur opérations de trésorerie et interbancaires résultant des moins-values sur réévaluation de stock de BTA et de la hausse des charges bancaires diverses résultant des pertes sur opérations de change.

Les charges de personnel, tout en étant en ligne par rapport au budget, se sont accrues de 15,0 % en raison de l'augmentation de la valeur du point d'indice, de l'impact sur 2013 des recrutements échelonnés sur 2012, et de la hausse des charges liées aux frais d'inscription aux centres de formation, aux frais médicaux et pharmaceutiques ainsi qu'aux assurances du personnel.

Les autres charges directes d'exploitation s'inscrivent à 41,9 milliards d'Ariary, soit une hausse de 13,5 % par rapport à l'année précédente en raison notamment de l'augmentation des frais sur immeubles, des divers honoraires de prestations et d'assistance, des frais de publicité et de télécommunication.

Les dotations aux amortissements s'établissent à 13,0 milliards d'Ariary à fin 2013 avec un accroissement de 28,6 % par rapport à fin 2012, du fait de la poursuite des travaux d'aménagement et d'installation dans les agences, au Siège et au nouveau Centre d'Affaires ainsi que des équipements en matériels de bureau et de logement du personnel et en matériels de transport.

Les dotations aux provisions pour créances douteuses et litigieuses connaissent une baisse de 10 % et se situent à 5,0 milliards d'Ariary à fin 2013. Cette situation traduit les efforts menés par la Banque dans la maîtrise des risques et l'amélioration de la qualité de son portefeuille.

Les investissements corporels, incluant les immobilisations en cours de 2,2 milliards d'Ariary, passent de 18,7 milliards d'Ariary à 17,1 milliards d'Ariary, soit une diminution de 8,6 % en un an, en raison de la révision à la baisse du nombre de nouvelles agences à ouvrir en 2013 (trois au lieu de six), du retard des travaux de rénovation ou de délocalisation, ainsi que du report en 2014 de l'acquisition des véhicules prévus pour les agences à ouvrir en 2013 et des remplacements de deux voitures, ayant plus de 10 ans, des agences.



La Marge Bancaire Nette (MBN) se situe à 68,4 milliards d'Ariary en 2013 et s'inscrit en baisse de 3,0 % par rapport à celle de 2012 en raison notamment de la hausse des charges sur opérations de trésorerie de 7,9 milliards d'Ariary, malgré la baisse des charges sur dépôts de la clientèle associée à la hausse des intérêts sur crédit.

↑ **PNB + 5,7 %**

Le Produit Net Bancaire (PNB), en accroissement de 5,7 % par rapport à celui de 2012, se situe à 117,9 milliards d'Ariary à fin 2013 grâce à l'évolution des commissions nettes malgré la baisse enregistrée sur la marge bancaire nette.

Après imputation sur ce PNB des frais directs d'exploitation pour 73,9 milliards d'Ariary ainsi que des dotations aux amortissements pour 13,0 milliards d'Ariary, **le Résultat Brut d'Exploitation (RBE)** s'affiche à 33,0 milliards d'Ariary, en baisse de 10,2 % par rapport à l'exercice 2012.



Présentation des vœux de la BOA-MADAGASCAR, à l'Espace Krypton.

Presentation of the BOA-MADAGASCAR end-of-year-greetings, in Espace Krypton.

Après soustraction des différentes dotations aux provisions et des charges exceptionnelles et après addition des reprises de provisions et des produits exceptionnels, le résultat 2013 avant impôt ressort à 31,3 milliards d'Ariary contre 28,9 milliards d'Ariary en 2012.

↑ RÉSULTAT NET + 10 %

Après déduction de l'impôt sur le revenu, le résultat net de l'exercice 2013 est arrêté à 24,3 milliards d'Ariary, soit une augmentation de 10,0 % par rapport à celui de 2012.

L'exercice 2013 fut donc pour la BOA-MADAGASCAR une nouvelle réussite sur la voie du progrès. Le bilan des résultats commerciaux et financiers, globalement conforme aux prévisions, s'est traduit par la consolidation aussi bien du positionnement de la Banque sur le marché que de ses assises financières.

Au vu de cette amélioration du résultat net de la Banque, il est proposé à l'approbation de l'Assemblée Générale des Actionnaires de verser, comme l'année précédente, un dividende brut de 70 % du bénéfice annuel réalisé, ce qui représente un total de 17,0 milliards d'Ariary au titre de l'exercice 2013.

En conclusion, le Conseil d'Administration tient à exprimer sa profonde gratitude et ses vifs remerciements à l'ensemble du Personnel et à la Direction Générale pour leur contribution à la réussite de la Banque et les exhorte à œuvrer davantage pour mieux affronter les nouveaux défis de l'année 2014.

Le Conseil d'Administration tient, enfin, à réitérer ses remerciements à l'ensemble des actionnaires, pour leur confiance et pour le soutien qu'ils ont constamment apporté au développement de la Banque, soutien sur lequel cette dernière compte beaucoup pour relever les défis de l'avenir. ■

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS

TO THE ANNUAL GENERAL MEETING HELD ON 18 APRIL 2014

ECONOMIC & FINANCIAL TRENDS DURING FISCAL YEAR 2013

Worldwide

2013 featured a gradual recovery in global economic activity but one that was geographically uneven. Growth was rather robust in major emerging economies, developing countries and the US, while the Euro zone remained mired in recession. **Global gross domestic product (GDP) expanded by 2.4% in 2013**, vs. 2.5% in 2012, based on the World Bank's latest estimates.

In the United States

In late 2013, Congress managed to reach an agreement that mitigated the risk of automatic budget cuts for the next two years. **USGDP growth came to 1.8% in 2013** vs. 2.7% in 2012.

In Europe

Despite massive support, including a key rate cut by the European Central Bank (ECB) to 0.25% and the resilience of the German economy, the EMU was the world's only region to have lost ground; **the Euro zone suffered a further decline in its GDP of about 0.5% in 2013** vs. 0.6% in 2012.

In Japan

Despite the state's quantitative easing measures, the Japanese economy grew more slowly in 2013, due mainly to flat domestic consumption. As a result, **Japanese GDP came to 1.7% in 2013 vs. 1.9% in 2012**.

In developing countries

In contrast, developing countries and transition economies were the main drivers of global growth, with **about 4.8% GDP growth in the last two years**.

In China

As it has for the last decade, China continued to drive the world's economy, accounting for about half of global growth. **It achieved the world's highest growth rate, with GDP up by 7.7% in 2013**.

In Madagascar

2013 featured the organising of presidential and legislative elections that should restore constitutional order in Madagascar. Regarding social issues, acts of violence in both rural and urban areas continued to spread throughout the year, and social indicators continued to worsen, with almost 92% of the population living in poverty, based on the UNDP's latest figures. The combined effects of the domestic political crisis, the international downturn, and bad weather had a severe

impact on the Malagasy economy. As a result, **the economy expanded at an estimated rate of 2.4% in 2013**, vs. an initial forecast of 2.8%.

By sector, the primary sector expanded by 0.9% vs. 7.9% for the secondary sector, and 2.4% for the tertiary sector.

Year-on-year inflation remained under control at 6.7% in 2013 vs. 5.8% in 2012. State interventions helped keep retail fuel prices under control.

On the Interbank Currency Market (IBCM), the conservative monetary and foreign-exchange policy of the Central Bank of Madagascar helped stabilise the real value of the national currency. Compared to the end of 2012, the ariary lost just 3.24% of its value vs. the euro and actually gained 1.52% vs. the dollar in 2013.

In public finances, the fiscal deficit is estimated at 1.6% of GDP for 2013 vs. 0.6% initially forecast. The deficit was funded in part by the banking sector through Treasury Bills at Auction (BTA).

The tax burden came to 9.7% du GDP in 2013 vs. 11.4% initially forecast, due mainly to weaker activity in almost all sectors, which had significant impacts on state receipts.

On the Treasury Bills at Auction (BTA) market, based on the results of the submissions in the last five auctions of the year under review, bids were insufficient to cover the amounts auctioned, thus generating significant increases in market yields, particularly during the last quarter of the year, with an overall average weighted yield rising from 6.66% at the end of September 2013 to 11.43% at end-December 2013.

In foreign trade, the situation worsened, with a balance of payments deficit put at 2.3% of GDP in 2013 vs. 0.9% in 2012. Lending and borrowing transactions drove relatively high capital outflows amidst a considerable decline in foreign direct investments, which had a heavy impact on the State's balance of payments.

As for the outlook for 2014, the Malagasy government forecasts **3.0% GDP growth**, driven mainly by renewed production, improved mining exports, and the performance of the service sector (telecommunications, banking, tourism and transport). Growth is expected to improve to 10.5% in the secondary sector, 1.5% in the primary sector, and 2.5% in the tertiary sector. The tax burden is expected to come to 10.4% of GDP, and the public deficit, 1.6% in 2014.

Nevertheless, repercussions of these last five years of crisis will be hard to overcome, and most observers do not expect a recovery in 2014 but merely the start of an economic upturn, as the restoration of constitutional order with the election of a new President will not result in an immediate return of the external financing necessary for recovery.

FINANCIAL STATEMENTS AND BALANCE SHEET ANALYSIS FOR FISCAL YEAR 2013

Although the socio-economic environment remained difficult, BANK OF AFRICA – MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) continued to achieve a slight recovery in its activities in 2013, as well as a sharp improvement in its earnings compared to December 2012.

Total assets rose by 0.4% to MGA 1,482.4 billion as at 31 December 2013 vs. MGA 1,475.8 billion in December 2012.

Customer deposits slipped by 0.4% to MGA 1,205.7 billion as at the end of fiscal year 2013, despite the significant decline in the deposits of public establishments (EPIC) after they were transferred to the Central Bank.

Current deposits shrank by 17.0% (MGA -111.1 billion), due to the exceptional withdrawals on certain current accounts amounting to almost MGA -118.7 billion (-28.1%), following instructions from the Treasury Department to all banks to transfer the deposits of public establishments (EPIC) to the Central Bank.

Term deposits also shrank slightly, by 1.5%.

However, "Tahiry" savings accounts rose by 27.8% (MGA +74.3 billion) to MGA 341.3 billion as at 31 December 2013, vs. MGA 267.1 billion in 2012. This is due to solid productivity in new Tahiry accounts, which are also a component of packaged products.

Other deposits expanded by MGA 35.6 billion compared to end-December 2012 and came to MGA 117.2 billion as of the end of December 2013, due mainly to provisions set aside by oil companies on their imports.

Direct commitments increased by 24.7% to MGA 696.4 billion at the end-December 2013, due to the increase of 28.9% in short-term loans, 15.2% in medium-term loans, and 32.9% in long-term loans. This trend was driven by the expansion of lending to retail customers and professionals, who were targeted by a specific marketing strategy.

Short-term loans rose by 28.9% to MGA 295.9 billion at the end of fiscal 2013, vs. MGA 229.6 billion one year earlier. Performing loans (i.e., excluding doubtful or litigious loans) rose by 30.0% to MGA 270.9 billion as at end-December 2013 and were composed mainly of overdrafts, tapping of net foreign receivables and pre-financing of inflows.

Medium-term loans were up 15.2% to MGA 269.3 billion as at 31 December 2013, vs. MGA 233.8 billion as at 31 December 2012, driven mainly by consumer loans to retail customers, which expanded by a robust 21.4% to MGA 199.3 billion at end-December 2013.

Long-term loans surged by 32.9% in one year, from MGA 96.9 billion as at 31 December 2012 to MGA 128.7 billion as at 31 December 2013, due mainly to loans to the real-estate, industrial and telecommunications sectors.

Off-balance sheet commitments shrank by 15.3% in one year to MGA 222.0 billion at end-2013, owing mainly to repayments by companies in the oil, mobile phone, airline, transit and agri-food sectors.

Operating income rose by 9.8% vs. December 2012 to MGA 164.2 billion, due mainly to increases of 14.8% in customer transactions and 31.1% in commission and miscellaneous income, despite the 27.1% decline in income from cash and interbank transactions.

Operating expenses were up 17% to MGA 131.9 billion at the 31 December 2013, driven mainly by banking expenses, direct operating costs, amortization and provisions.

Banking expenses increased by 18.9% to MGA 45.1 billion, due to the increase in expenses incurred in cash and interbank transactions resulting from capital losses on holdings of Treasury Bills (BTA) and increases in various banking expenses resulting from losses on foreign-exchange transactions.

Personnel costs, while in line with budget projections, rose by 15.0%, due to the increase in the value of an index point, the 2013 impact of staggered hiring in 2012, and the increase in expenses incurred by registration fees at training centres, medical, pharmaceutical costs and personnel insurance.

Other direct operating costs rose by 13.5% year-on-year to MGA 41.9 billion, mainly due to the increased building management costs, various fees for services and assistance, and advertising and telecommunication costs.

Amortization rose by 28.6% from end-2012 to end-2013 into MGA 13.0 billion, due to ongoing refurbishing and set-up costs at branches, the Head Office and the new Business Centre, as well as office equipment, personnel houses rent and transport equipment.

Provisions for doubtful and litigious loans felt by 10% into MGA 5.0 billion at the end-2013, due to the Bank's efforts to control risks and improve the quality of its portfolio.

Tangible investments, including MGA in 2.2 billion fixed assets, shrank by 8.6% year-on-year, from MGA 18.7 billion to MGA 17.1 billion, due to the downward revision in the number of new branches which are planned for opening in 2013 (three instead of six), the delays in renovation work and removals, as well as the postponement to 2014 of the acquisition of new vehicles for the new branches originally planned to open in 2013, and the replacement of two branch cars over 10 years old.



Inauguration de l'Agence régionale de Sanfily, ouverte en décembre 2012.

Inauguration of the Sanfily regional Branch, opened in December 2012.



Inauguration de l'Agence régionale d'Ambohimahasoa, ouverte en décembre 2012.

Inauguration of the Ambohimahasoa regional Branch, opened in December 2012.

The Net Banking Margin (NBM) slipped by 3.0% in 2013 vs. 2012, to MGA 68.4 billion, due mainly to the MGA 7.9 billion increase in expenses on cash transactions, despite the decline in expenses on customer deposits, due to the increase in interest paid on loans.

Net Banking Income (NBI) rose by 5.7% year-on-year to MGA 117.9 billion at end-2013, thanks to the trend in net commissions, despite the decline in the net banking margin.

After deducting MGA 73.9 billion in direct operating costs from NBI as well as MGA 13.0 billion in amortization, Gross Operating Income (GOI) came to MGA 33 billion, down by 10.2% compared to fiscal year 2012.

After deducting various provisions and exceptional expenses and after adding provision reversals and exceptional income, pre-tax income for 2013 came to MGA 31.3 billion vs. MGA 28.9 billion in 2012.

After deducting corporate income tax, net income for 2013 rose by 10.0% year-on-year to MGA 24.3 billion.

Fiscal year 2013 was thus another successful year for BOA-MADAGASCAR. Its commercial and financial performances were, on the whole, in line with forecasts and resulted in the consolidation of both the Bank's market position and its financial solidity.

In light of this improvement in the Bank's net income, we ask the Annual General Meeting to approve, as it did last year, a gross dividend equal to 70% of the full-year profit, i.e., a total of MGA 17.0 billion for fiscal year 2013.

In conclusion, the Board of Directors would like to express its deep gratitude and warm thanks to all staff and senior management for their contribution to the Bank's success and urges them to keep up the good work so they can better meet the new challenges of 2014.

The Board of Directors also reiterates its thanks to all shareholders for the trust they have placed in it and for the support that they have constantly provided to the Bank's development. The Board is counting heavily on this support to meet the challenges of the future. ■

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la BANK OF AFRICA – MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR), comprenant le bilan au 31 décembre 2013, ainsi que le hors-bilan, le compte de résultat, l'état des variations dans les capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers conformément aux principes comptables applicables à Madagascar ainsi que d'un contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

OPINION

À notre avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la BANK OF AFRICA – MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) au 31 décembre 2013, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables appliqués à Madagascar.

RAPPORT SUR D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES OU RÉGLEMENTAIRES

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Antananarivo, le 19 février 2014

CABINET MAZARS FIVOARANA

Alain RAHOBISOA

Associé

PRICEWATERHOUSECOOPERS SARL

Liliane RASERIJAONA

Associée

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES OPÉRATIONS VISÉES PAR LES ARTICLES 464 A 474 DE LA LOI 2003-036 DU 30 JANVIER 2004

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

En application de l'article 467 de la loi n° 2003-036 du 30 janvier 2004, nous portons à votre connaissance les conventions visées par cette loi dont nous avons été avisés.

CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Contrat d'assistance technique avec AFH-SERVICES en date du 26 janvier 2000, ayant fait l'objet d'un avenant en date du 15 mars 2007 et d'un aménagement en date du 1^{er} juin 2012.

L'assistance technique comporte les prestations suivantes :

- assistance en matière de relations internationales ;
- inspection générale ;
- assistance en matière d'organisation informatique ;
- assistance commerciale et promotionnelle ;
- assistance en matière d'engagement et risques ;
- formation et gestion des Ressources Humaines ;
- marketing, communication et actions commerciales ;
- appui et assistance comptable, financier, juridique et fiscal ;
- assistance en matière d'organisation ;
- Direction Générale de la BOA-MADAGASCAR ;
- mise à disposition de personnel d'encadrement permanent.

Les rémunérations des prestations fournies sont définies comme suit :

- une rémunération forfaitaire mensuelle basée notamment sur le nombre d'experts détachés d'une façon permanente par la Société AFH-SERVICES auprès de la BOA-MADAGASCAR ;
- des honoraires, par homme/jour, calculés en fonction des interventions ponctuelles d'experts détachés temporairement par la Société AFH-SERVICES.

Par ailleurs, la BOA-MADAGASCAR versera à la Société AFH-SERVICES en sus une rémunération proportionnelle de 4 % de son bénéfice avant impôt, augmenté des provisions pour risques généraux, dans la limite d'un montant maximal annuel de 180 000 Euros hors taxe et hors prélèvement à la source.

Au cours de l'exercice 2013, les rémunérations comptabilisées s'élèvent à 5 601 620 208,08 MGA.

Nous n'avons été informés d'aucune autre convention régie par la loi susvisée.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Antananarivo, le 19 février 2014

CABINET MAZARS FIVOARANA
Alain RAHOBISOA

Associé

PRICEWATERHOUSECOOPERS SARL
Liliane RASERIJAONA

Associée

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES OPÉRATIONS VISÉES PAR L'ARTICLE 458 DE LA LOI 2003-036 DU 30 JANVIER 2004

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les rémunérations exceptionnelles.

Nous n'avons été avisés d'aucune rémunération exceptionnelle allouée aux membres du Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2013.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Antananarivo, le 19 février 2014

CABINET MAZARS FIVOARANA

Alain RAHOBISOA

Associé

PRICEWATERHOUSECOOPERS SARL

Liliane RASERIJONA

Associée

BILAN - COMPTE DE RESULTAT - RESOLUTIONS

BALANCE SHEET - INCOME STATEMENT - RESOLUTIONS

LE GROUPE BOA EN 2014	BOA GROUP IN 2014
Plus de 30 ans de croissance	Over 30 years of growth
Une présence dans 17 pays	A presence in 17 countries
430 Agences et 600 GAB	430 Branches and 600 ATMs
5 000 Collaborateurs de 25 nationalités	5,000 Employees of 25 nationalities
5 Zones économiques : UEMOA, CEDEAO, EAC, COMESA, SACD	5 Economic zones: WAEMU, ECOWAS, EAC, COMESA, SACD
Un partenaire bancaire de référence, BMCE Bank, appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.	A leading banking partner, BMCE Bank, which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

BILAN COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN MGA)

ACTIF / ASSETS	2012*	2013*
CAISSE / CASH	52 278 933 676,58	68 346 161 645,96
CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK LOANS	707 707 550 952,18	572 800 546 701,13
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	662 949 390 658,85	552 587 766 035,92
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANK	287 849 085 485,67	168 283 263 983,00
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK	256 464 492 684,82	243 112 870 040,11
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	118 635 812 488,36	141 191 632 012,81
• À TERME / TERM DEPOSITS	44 758 160 293,33	20 212 780 665,21
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMER LOANS	558 222 471 204,93	696 408 135 512,23
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	45 117 916 142,91	49 065 536 138,05
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	45 117 916 142,91	49 065 536 138,05
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES	404 306 225 075,14	494 774 671 209,71
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT	23 988 891 728,32	29 352 736 727,34
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	380 317 333 346,82	465 421 934 482,37
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / OVERDRAFTS	108 798 329 986,88	152 567 928 164,47
• AFFECTURAGE / FACTORING		
TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT SECURITIES		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / FINANCIAL ASSETS	17 346 529 486,13	23 256 649 856,71
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & SIMILAR OPERATIONS	2 067 019 858,97	448 251 279,07
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL ASSETS AT EQUITY VALUE		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS	5 686 256 743,55	4 800 713 766,27
IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS	54 597 116 189,73	57 537 890 806,61
ACTIONNAIRES & ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES		
AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS	76 646 450 843,78	56 926 932 500,10
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	1 230 070 875,04	1 866 712 451,80
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME		
TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS	1 475 782 399 830,89	1 482 391 994 519,88
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	2012*	2013*
ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN	631 466 484 254,46	225 039 437 817,96
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	265 125 212 479,62	225 039 437 817,96
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS	2 980 740 001,00	3 077 260 000,00
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS	262 144 472 478,62	221 962 177 817,96
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	96 810 941 774,84	
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS	96 810 941 774,84	
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES	269 530 330 000,00	

BALANCE SHEET FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN MGA)

PASSIF / LIABILITIES	2012*	2013*
DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES	36 717 169 219,53	33 289 897 113,50
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	31 267 169 219,53	29 383 397 113,50
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	31 267 169 219,53	29 383 397 113,50
• À TERME / TERM DEPOSITS	5 450 000 000,00	3 906 500 000,00
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMER DEPOSITS	1 210 156 199 973,40	1 205 748 053 664,48
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	267 079 563 145,16	341 339 763 022,86
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS		
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS	18 226 539 147,33	17 671 979 861,67
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	699 674 882 334,63	586 808 111 083,85
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	225 175 215 346,28	259 928 199 696,10
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBT SECURITIES		
AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES	30 930 499 090,93	38 005 179 034,22
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	41 703 465 703,10	39 441 919 636,38
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES	6 637 658 279,79	7 336 649 559,79
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS		
FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS	1 468 122 337,57	1 469 092 410,74
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS		
CAPITAL / CAPITAL	45 509 740 000,00	45 509 740 000,00
CAPITAL APPELÉ NON LIBÉRÉ / UNPAID CALLED CAPITAL		
PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS	25 642 392 144,00	25 642 392 144,00
RÉSERVES / RESERVES	42 341 781 026,64	45 656 721 147,03
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES		
REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)	12 575 771 253,31	15 993 014 082,84
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME	22 099 600 802,62	24 299 335 726,90
TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES	1 475 782 399 830,89	1 482 391 994 519,88
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	2012*	2013*
ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED	91 532 166 884,87	310 821 290 250,00
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	58 637 166 884,87	16 628 600 250,00
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	58 637 166 884,87	16 628 600 250,00
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	32 895 000 000,00	32 895 000 000,00
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	32 895 000 000,00	32 895 000 000,00
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		261 297 690 000,00

* Exercice / Fiscal year

RÉSULTAT COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN MGA)

CHARGES / EXPENSES	2012*	2013*
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & SIMILAR EXPENSES	35 036 791 447,23	36 960 266 450,78
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LIABILITIES	2 192 605 004,73	10 141 579 048,02
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER DEPOSITS	32 844 186 442,50	26 818 687 402,76
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON DEBT SECURITIES		
• SUR COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉS & SUR EMPRUNT ET TITRES SUBORDONNÉS ÉMIS / ON SHAREHOLDERS' & ASSOCIATES' BLOCKED ACCOUNTS AND ON SUBORDINATED DEBT		
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
/ EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS		1 200 840 604,00
COMMISSIONS / COMMISSION	1 670 154 296,44	1 270 336 138,20
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS	1 240 745 187,94	6 893 799 726,00
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES	1 240 745 187,94	6 893 799 726,00
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES		
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / OPERATING OVERHEADS	64 730 245 120,41	73 907 203 457,08
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	27 804 422 266,51	31 925 000 605,08
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER OVERHEADS	36 925 822 853,90	41 982 202 852,00
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
/ DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	10 081 557 760,68	12 967 309 362,00
SOLDE EN Perte DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN		
/ DEFICIT ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS	9 870 562 874,82	1 188 511 110,00
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF PROVISIONING OVER WRITE-BACKS OF GENERAL BANKING RISKS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES	1 994 540 842,10	3 600 478 001,00
PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS		
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX	6 883 708 536,88	7 068 083 044,00
BÉNÉFICE / PROFIT	22 099 600 802,62	24 299 335 726,90
TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES	153 607 906 869,12	169 356 163 619,96

INCOME STATEMENT FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN MGA)

PRODUITS / INCOME	2012*	2013*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST & SIMILAR INCOME	105 569 153 542,92	106 606 181 283,24
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	34 920 493 194,48	25 467 407 210,49
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER LOANS	70 648 660 348,44	81 138 774 072,75
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON INVESTMENT SECURITIES		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
<i>/ INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS</i>		
COMMISSIONS / COMMISSION	33 610 909 811,73	40 870 843 363,42
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS	9 117 878 091,17	15 462 184 088,06
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM INVESTMENT SECURITIES		
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS & SIMILAR INCOME	665 898 322,32	1 533 831 666,17
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	5 845 475 734,61	13 369 069 847,00
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	2 606 504 034,24	559 282 574,89
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	1 217 988 952,41	500 642 027,18
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME		798 216 486,44
REPRISE D'AMORTISSEMENTS & DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
<i>/ WRITE-BACK OF DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS</i>		1 986 414 108,62
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN		
<i>/ SURPLUS ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS</i>		
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES		
GÉNÉRAUX / EXCESS OF WRITE-BACKS OVER PROVISIONING OF GENERAL BANKING RISKS		
PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME	4 091 976 470,89	3 131 682 263,00
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / INCOME FROM PREVIOUS YEARS		
PERTES / LOSS		
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME	153 607 906 869,12	169 356 163 619,96

RÉSULTAT COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN MGA)

PRODUITS & CHARGES	2012*	2013*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS	105 569 153 542,92	106 606 181 283,24
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	34 920 493 194,48	25 467 407 210,49
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	70 648 660 348,44	81 138 774 072,75
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES	-35 036 791 447,23	-36 960 266 450,78
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	-2 192 605 004,73	-10 141 579 048,02
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	-32 844 186 442,50	-26 818 687 402,76
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE		
• SUR DETTES SUR EMPRUNTS SUBORDONNÉS		
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		-1 200 840 604,00
MARGE D'INTÉRÊT	70 532 362 095,69	68 445 074 228,46
PRODUITS DE COMMISSIONS	33 610 909 811,73	40 870 843 363,42
CHARGES DE COMMISSIONS	-1 670 154 296,44	-1 270 336 138,20
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	31 940 755 515,29	39 600 507 225,22
RÉSULTATS NETS SUR :		
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT		
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS	665 898 322,32	1 533 831 666,17
• OPÉRATIONS DE CHANGE	4 604 730 546,67	6 475 270 121,00
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	2 606 504 034,24	559 282 574,89
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	7 877 132 903,23	8 568 384 362,06
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 217 988 952,41	1 298 858 513,62
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
PRODUIT NET BANCAIRE	111 568 239 466,62	117 912 824 329,36
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	-64 730 245 120,41	-73 907 203 457,08
• FRAIS DE PERSONNEL	-27 804 422 266,51	-31 925 000 605,08
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	-36 925 822 853,90	-41 982 202 852,00
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	-10 081 557 760,68	-12 967 309 362,00
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		1 986 414 108,62
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	36 756 436 585,53	33 024 725 618,90
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR	-9 870 562 874,82	-1 188 511 110,00
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS & REPRISES SUR FRBG		
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	26 885 873 710,71	31 836 214 508,90
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	2 097 435 628,79	-468 795 738,00
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS		
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-6 883 708 536,88	-7 068 083 044,00
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	22 099 600 802,62	24 299 335 726,90

INCOME STATEMENT FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN MGA)

INCOME & EXPENSES	2012*	2013*
INTEREST & SIMILAR INCOME	105 569 153 542,92	106 606 181 283,24
• ON INTERBANK LOANS	34 920 493 194,48	25 467 407 210,49
• ON CUSTOMER LOANS	70 648 660 348,44	81 138 774 072,75
• ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• ON INVESTMENT SECURITIES		
• OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME		
INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
INTEREST & SIMILAR EXPENSES	-35 036 791 447,23	-36 960 266 450,78
• ON INTERBANK LIABILITIES	-2 192 605 004,73	-10 141 579 048,02
• ON CUSTOMER DEPOSITS	-32 844 186 442,50	-26 818 687 402,76
• ON DEBT SECURITIES		
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES		
EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS		-1 200 840 604,00
INTEREST MARGIN	70 532 362 095,69	68 445 074 228,46
COMMISSION INCOME	33 610 909 811,73	40 870 843 363,42
COMMISSION EXPENSES	-1 670 154 296,44	-1 270 336 138,20
NET RESULT FROM COMMISSION	31 940 755 515,29	39 600 507 225,22
NET RESULT FROM		
• INVESTMENT SECURITIES TRANSACTIONS		
• DIVIDENDS & SIMILAR TRANSACTIONS	665 898 322,32	1 533 831 666,17
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	4 604 730 546,67	6 475 270 121,00
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	2 606 504 034,24	559 282 574,89
NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS	7 877 132 903,23	8 568 384 362,06
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	1 217 988 952,41	1 298 858 513,62
OTHER BANK OPERATING EXPENSES		
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS		
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES		
NET OPERATING INCOME	111 568 239 466,62	117 912 824 329,36
OPERATING OVERHEADS	-64 730 245 120,41	-73 907 203 457,08
• PERSONNEL COSTS	-27 804 422 266,51	-31 925 000 605,08
• OTHER OVERHEADS	-36 925 822 853,90	-41 982 202 852,00
DEPRECIATION & AMORTIZATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	-10 081 557 760,68	-12 967 309 362,00
WRITE-BACK OF DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS		1 986 414 108,62
GROSS OPERATING PROFIT	36 756 436 585,53	33 024 725 618,90
NET INCOME FROM VALUE ADJUSTMENTS	-9 870 562 874,82	-1 188 511 110,00
EXCESS OF PROVISIONING AND WRITE-BACK OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS		
PRE-TAX OPERATING INCOME	26 885 873 710,71	31 836 214 508,90
EXTRAORDINARY ITEMS	2 097 435 628,79	-468 795 738,00
INCOME FROM PREVIOUS YEARS		
CORPORATE INCOME TAX	-6 883 708 536,88	-7 068 083 044,00
NET INCOME FOR THE YEAR	22 099 600 802,62	24 299 335 726,90

* Exercice / Fiscal year

RÉSOLUTIONS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 18 AVRIL 2014

1 - PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2013, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2013 se solde par un bénéfice de 24 299 335 726,90 Ariary, après une dotation aux amortissements de 12 967 309 362,00 Ariary, une dotation aux comptes de provisions de 6 355 603 944,97 Ariary et une provision de 7 068 083 044,00 Ariary au titre de l'impôt sur les bénéfices.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par les articles 464 et suivants de la loi du 30 janvier 2004, approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

2 - DEUXIÈME RÉSOLUTION

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit de la totalité du bénéfice net de l'exercice 2013 et du report à nouveau antérieur :

	En MGA
Bénéfice net de l'exercice	24 299 335 726,90
Report à nouveau antérieur	15 993 014 082,84
TOTAL À RÉPARTIR	40 292 349 809,74
Réserve légale (15 % du bénéfice net)	3 644 900 359,04
Dividende (70 % du bénéfice net)	17 010 000 000,00
Réserves facultatives	0,00
Nouveau report à nouveau	19 637 449 450,70
TOTAL RÉPARTI	40 292 349 809,74

3 › TROISIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide de distribuer aux actionnaires, hors PROPARCO, le reliquat des dividendes de l'exercice 2011, de 279 704 167,00 Ariary.

4 › QUATRIÈME RÉOLUTION

En application des deux résolutions précédentes, l'Assemblée Générale décide la distribution d'un dividende aux actionnaires. Le dividende revenant à l'action s'élève pour l'exercice 2013 à 7 352,40 Ariary pour PROPARCO et 7 480,98 Ariary pour les autres actionnaires. Le paiement de ce dividende s'effectuera au siège social à compter de la présente Assemblée Générale par estampillage du coupon n° 15 du certificat d'actions remis à chaque actionnaire.

5 › CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, fixe la rémunération des membres du Conseil d'Administration, à titre d'indemnité de fonction, à 283 107 920 Ariary.

5 › SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée, tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publicité légale.

RESOLUTIONS

ANNUAL GENERAL MEETING HELD ON 18 APRIL 2014

1 · FIRST RESOLUTION

Having reviewed the Board of Directors' report and the External Auditors' General Report on fiscal year 2013, the Annual General Meeting approved all parts of the reports and the financial statements and results as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these reports.

Fiscal year 2013 closed with a profit of MGA 24,299,335,726.90, after amortizations of MGA 12,967,309,362.00, the allocation to provisions of MGA 6,355,603,944.974 and a provision of MGA 7,068,083,044.00 for corporate income tax.

In addition, after reviewing the External Auditors' Special Report on agreements covered by article 464 and sequens of the law of 30 January 2004, the Meeting unreservedly approved this report.

Consequently, the Annual General Meeting ratified the management and the actions of all members of the Board of Directors during the year to 31 December 2013.

The Meeting also ratified the execution of the external auditors' mission in the same period.

2 · SECOND RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors' proposal to allocate all net profits for the year and the previous balance brought forward as follows:

	In MGA
Net profits for the period	24,299,335,726.90
Previous balance brought forward	15,993,014,082.84
TOTAL FOR DISTRIBUTION	40,292,349,809.74
Legal reserve (15% of net profits)	3,644,900,359.04
Dividend (70% of net profits)	17,010,000,000.00
Optional reserves	0.00
New balance brought forward	19,637,449,450.70
TOTAL DISTRIBUTION	40,292,349,809.74

3 · THIRD RESOLUTION

Following deliberation, the General Meeting voted to pay out to shareholders, with the exception of PROPARCO, the residual dividend from the 2011 financial year, amounting to MGA 279,704,167.00.

4 · FOURTH RESOLUTION

In accordance with the two previous resolutions, the General Meeting voted to pay out a dividend to shareholders. The dividend per share for 2013 came to MGA 7,352.40 for PROPARCO and MGA 7,480.98 for the other shareholders. This dividend will be paid at the Head Offices after this General Meeting by stamping coupon No 15 of the share certificate given to each shareholder.

5 › FIFTH RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting set the post allowances for members of the Board at MGA 283,107,920.

5 › SIXTH RESOLUTION

The Ordinary General Meeting conferred on all holders of an extract or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to execute the formalities of legal publication.

ANNEXES

1 / NOTES SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA – MADAGASCAR (BOA-MADAGASCAR) sont établis selon les principes comptables bancaires définis par le Plan Comptable des Établissements de Crédit 2005 (PCEC 2005) mis en application à partir du 01 janvier 2005 et conformément aux instructions de la Banque Centrale de Madagascar et de la Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF).

CRÉDITS À LA CLIENTÈLE

Tous les encours sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, les agios pour les créances saines étant débités en comptes ordinaires et rapportés au crédit des comptes de résultat.

Conformément aux règles d'évaluation des risques fixés par la CSBF, les créances de la Banque sont classées en créances saines et en créances douteuses et litigieuses.

Ainsi, les créances sur la clientèle, dont le recouvrement est devenu incertain, font l'objet d'une provision par dotation au compte de résultat, destinée à couvrir la perte potentielle qui en résultera. Les agios sur ces créances, considérés comme fictifs, sont logés dans un compte de régularisation passif. Ils ne sont enregistrés en produits qu'en cas de remboursement partiel ou total par les débiteurs.

TITRES DE PARTICIPATION

À la date d'entrée dans les actifs, les participations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les pertes de valeurs des actions sont éventuellement constatées en compte de résultat.

LES INTÉRÊTS ET LES COMMISSIONS BANCAIRES

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations figurent au bilan à leur coût d'acquisition lequel est augmenté des dépenses ultérieures quand celles-ci procurent à la Banque des avantages économiques futurs.

Les immobilisations acquises par contrat de crédit-bail ou louées par bail emphytéotique sont enregistrées dans les immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire à des taux déterminés, selon la durée d'utilité estimative des immobilisations et en tenant compte de leur valeur probable à l'issue de cette durée.

En cas de modifications importantes des estimations ou provisions antérieures, les dotations aux amortissements en cours et des exercices futurs sont ajustées.

ENGAGEMENTS LIÉS À LA RETRAITE DU PERSONNEL

La BOA-MADAGASCAR verse des indemnités de départ à la retraite, des primes de fin de carrière, en fonction de l'ancienneté des salariés.

Des provisions sont ainsi constatées pour faire face à ces versements.

SOLDE ET OPÉRATIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les opérations en monnaies étrangères sont comptabilisées en appliquant le cours en vigueur à la date des transactions et les soldes des comptes en devises sont réévalués sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les profits et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont comptabilisés dans le compte de résultat.

2 / OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	392 005	31 267	302 709	29 383
DE 1 MOIS À 3 MOIS	305 773		263 053	
DE 3 MOIS À 6 MOIS				
DE 6 MOIS À 2 ANS	9 930		7 039	
DE 2 ANS À 5 ANS				
PLUS DE 5 ANS		5 450		3 907
TOTAL	707 708	36 717	572 801	33 290

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	119 600	1 001 835	168 729	1 001 187
DE 1 MOIS À 3 MOIS	48 046	6 724	55 954	18 715
DE 3 MOIS À 6 MOIS	22 777	5 598	28 604	11 745
DE 6 MOIS À 2 ANS	17 625	195 962	21 015	174 065
DE 2 ANS À 5 ANS	232 776	37	268 852	36
PLUS DE 5 ANS	96 868		128 699	
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	20 530		24 555	
TOTAL	558 222	1 210 156	696 408	1 205 748

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
PARTICULIERS	273 311	523 634	334 775	638 908
ENTREPRISES PRIVÉES	247 832	618 190	323 039	551 593
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	36 902	68 332	38 119	15 247
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	177		475	
TOTAL	558 222	1 210 156	696 408	1 205 748

* En millions de MGA.

2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CRÉANCES DOUTEUSES	72 513	76 964
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	-49 120	-51 962
CRÉANCES DOUTEUSES NETTES	23 393	25 002
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES	2 414	3 378
CRÉANCES EN SOUFRACTANCE NETTES	25 807	28 380

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	BRUT	NET		
DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS				
• FONDS DE GARANTIE MALGACHE S.A.	60	60	600	7,6
• SOCIÉTÉ FINANCIÈRE D'INVESTISSEMENT ARO	1 200	1 200	1 400	15,0
• BANK OF AFRICA – KENYA	14 879	14 879	108 486	11,6
• MICROCRED MADAGASCAR	2 050	2 050	9 450	21,6
• BOA-FRANCE	4 987	4 987	43 082	16,4
SOUS TOTAL	23 176	23 176		
DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS				
• AISSA SARL	33	33	179	16,7
• VISA INTERNATIONAL	48	48		
SOUS TOTAL	81	81		
TOTAL PARTICIPATIONS	23 256	23 256		
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	23 256	23 256		

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2012*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2013*
IMMOBILISATIONS BRUTES	13 285	378		13 664
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	-7 599	-1 459	195	-8 863
TOTAL NET	5 686	-1 081	195	4 801

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2012*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2013*
IMMOBILISATIONS BRUTES	106 497	13 695	-1 037	119 156
• IMMOBILISATIONS EN COURS	4 788	110		4 898
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	96 325	13 585	-16	109 894
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	5 384		-1 021	4 364
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE				
AMORTISSEMENTS	-51 900	-10 416	699	-61 618
• IMMOBILISATIONS EN COURS				
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	-51 900	-10 416	699	-61 618
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION				
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE				
TOTAL NET	54 597	3 279	-338	57 538

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DÉBITEURS DIVERS	26 518	25 570
VALEURS NON IMPUTÉES	3 362	6 668
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	35 390	14 667
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION		
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	344	
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS	535	589
CRÉANCES RATTACHÉES	10 497	9 433
TOTAL	76 646	56 927

2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DETTES FISCALES	12 131	12 143
DETTES SOCIALES		
CRÉDITEURS DIVERS	14 438	21 664
DETTES RATTACHÉES	4 361	4 198
DIVERS		
TOTAL	30 930	38 005

* En millions de MGA.

2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

2.7.1 Actif

Comptes d'ordre et divers actif	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	953	1 162
PRODUITS À RECEVOIR	20	88
DIVERS	257	617
TOTAL	1 230	1 867

2.7.2 Passif

Comptes d'ordre et divers passif	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES À PAYER	4 477	5 107
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	14 264	825
DIVERS	22 962	33 510
TOTAL	41 703	39 442

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Au 31/12/2012*	Dotation*	Reprises*	Au 31/12/2013*
CHARGES DE RETRAITE				
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE				
PERTES ET CHARGES	6 638	1 153	454	7 337
TOTAL	6 638	1 153	454	7 337

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2012*	Affectation du résultat 2012*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2013*
F.R.B.G.				
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	25 643			25 643
RÉSERVES LÉGALES	20 862	3 315		24 177
RÉSERVES RÈGLEMENTÉES				
AUTRES RÉSERVES	21 480			21 480
CAPITAL SOCIAL	45 510			45 510
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)				
EMPRUNTS SUBORDONNÉS				
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES				
REPORT À NOUVEAU	12 576	3 315	102	15 993
RÉSULTAT 2012	22 100	-22 100		
RÉSULTAT 2013			24 299	24 299
TOTAL	148 171	-15 470	24 401	157 102

2.9.2 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA – MADAGASCAR s'élève à 45 509 740 000 MGA. Il est composé de 2 275 487 titres d'une valeur nominale de 20 000 MGA.

La structure de l'actionariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
AFH-OCÉAN INDIEN	41,3 %
ACTIONNAIRES PRIVÉS MALGACHES	24,8 %
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI)	10,4 %
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NEERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO)	9,4 %
ÉTAT MALGACHE	9,4 %
PROPARCO	4,4 %
AUTRES	0,3 %
TOTAL	100 %

* En millions de MGA.

3 / ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
ENGAGEMENTS DONNÉS	631 466	225 039
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	265 125	225 039
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	2 981	3 077
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	262 144	221 962
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	96 811	
• ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	96 811	
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS SUR TITRES	269 530	
ENGAGEMENTS REÇUS	91 532	310 821
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	58 637	16 629
• ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	58 637	16 629
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	32 895	32 895
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	32 895	32 895
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS SUR TITRES		261 297

4 / OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	34 920	25 467
• À VUE	34 920	22 631
• À TERME		2 836
SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	70 650	81 139
• CRÉANCES COMMERCIALES	2 497	
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	21 985	37 705
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	5 005	
• CRÉDITS À MOYEN TERME	33 268	37 315
• CRÉDITS À LONG TERME	7 895	6 119
TOTAL	105 570	106 606

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	2 193	10 141
• À VUE	2 193	201
• À TERME		9 940
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	32 844	26 819
• À VUE	5 765	3 115
• À TERME	27 079	23 703
TOTAL	35 037	36 960

4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	33 611	40 871
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES		3 511
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	33 611	37 360
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	1 670	1 270
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	1 670	
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE		1 270

4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	24 181	25 458
CHARGES SOCIALES	3 623	6 467
TOTAL	27 804	31 925

* En millions de MGA.

4.4.2 Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	207	172
REDEVANCE DE CRÉDIT BAIL		
LOYERS	3 099	3 532
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	7 970	3 850
PRIMES D'ASSURANCE	591	666
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	7 038	16 710
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	1 427	1 729
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	4 138	4 200
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	4 751	5 468
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	2 859	
JETONS DE PRÉSENCE	360	337
MOINS VALUES DE CESSIONS		16
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	4 486	5 302
TOTAL	36 926	41 982

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	10 082	12 967
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	10 082	12 967
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION		
REPRISES		
TOTAL	10 082	12 967

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	5 644	5 081
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	2 713	44
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 576	1 154
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	4 003	48
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-3 072	-4 684
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF		
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-993	-454
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES		
TOTAL	9 871	1 188

5 / AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

CATÉGORIES	2012	2013
CADRES EXPATRIÉS	3	5
CADRES LOCAUX	288	319
GRADES	269	293
EMPLOYÉS	444	398
PERSONNEL NON BANCAIRE	65	57
PERSONNEL TEMPORAIRE		
TOTAL	1 069	1 072

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVICES

Nature	2012*	2013*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	111 353	140 305
• BILLETS ET MONNAIES	9 158	7 603
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	102 195	132 701
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS	17 093	9 881
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE		
• CORRESPONDANTS BANCAIRES		
• REFINANCEMENTS		
• AUTRES SOMMES DUES		
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	125 762	157 458
• COMPTES ORDINAIRES	125 762	157 458

* En millions de MGA.

5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2013

Nature	En millions de MGA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013	24 299
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2012	15 993
TOTAL À RÉPARTIR	40 292
RÉSERVE LÉGALE (15 % DU RÉSULTAT)	3 645
DIVIDENDE (70 % DU RÉSULTAT)	17 010
RÉSERVES FACULTATIVES	0
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	19 637
TOTAL RÉPARTI	40 292

6 / RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature	2009	2010	2011	2012	2013
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• CAPITAL SOCIAL*	38 000	44 000	45 343	45 510	45 510
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	1 900 000	2 200 000	2 267 129	2 275 487	2 275 487
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	130 534	132 093	141 152	149 516	166 224
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	40 960	39 877	46 569	48 935	45 523
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	2 305	2 834	7 226	6 884	7 068
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	6 577	8 680	24 847	22 100	24 299
RÉSULTAT PAR ACTION**					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	20 345	16 838	17 353	18 480	16 900
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 461	3 945	10 959	9 712	10 679
PERSONNEL					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	820	874	935	1 069	1 072
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	18 324	20 313	23 204	27 804	31 925
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*					

* En millions de MGA. ** En MGA.

ADDRESSES / ADDRESSES

SIÈGE / HEAD OFFICE

BANK OF AFRICA – 2, place de l'Indépendance – BP 183 – Antananarivo 101 – MADAGASCAR
☎ : (261) 20 22 391 00 – 📠 : (261) 20 22 294 08 – Swift : AFRIMGMG – @ : <information@boa.mg>

CENTRE D'AFFAIRES / BUSINESS CENTRE

Immeuble ASSIST, Ivandry – Antananarivo – ☎ : (261) 20 22 438 65 – @ : <boa7000@boa.mg>

AGENCES ANTANANARIVO / ANTANANARIVO BRANCHES

AGENCE CENTRALE	ANDRAVOAHANGY	MAHAZO
AGENCE B	ANDREFAN'AMBOHIJANAHARY	SABOTSY NAMEHANA
AGENCE ÉLITE	ANKAZOMANGA	SOARANO
AMBANIDIA	ANKORONDRANO	TALATAMATY
AMBOHIMANARINA	ITAOSY	TANJOMBATO
AMPANDRANA	IVANDRY	TSIMBAZAZA
ANOSIZATO	IVATO (Change Aéroport)	67 HECTARES (67 HA)

AGENCES RÉGIONALES / REGIONAL BRANCHES

AMBALAVAO	FARATSIHO	MIARINARIVO
AMBANJA	FENERIVE EST	MORAMANGA
AMBATOLAMPY	FIANARANTSOA	MOROMBE
AMBATONDRAZAKA	IHOSY	MORONDAVA
AMBILOBE	IMERINTSIATOSIKA	NOSY-BE
AMBODIFOTATRA (SAINTE MARIE)	MAHAJANGA	PORT-BERGE
AMBOHIMAHASOA	MAHANORO	SAKARAHA
AMBOSITRA	MAHAZOARIVO (ANTSIRABE)	SAMBAVA
AMBOVOMBE	MAHITSY	SANFILY (TOLIARY)
AMPARAFARAVOLA	MAEVATANANA	TANAMBAO (ANTSIRANANA)
ANDAPA	MAINTIRANO	TANAMBE
ANDRAMASINA	MAMPIKONY	TOAMASINA AUGAGNEUR
ANJOZOROBE	MANAKARA	TOAMASINA COMMERCE
ANTALAHA	MANANARA NORD	TOLAGNARO
ANTSIRABE	MANANJARY	TOLIARY
ANTSIRANANA	MANDRITSARA	TSARAMANDROSO (MAHAJANGA)
ANTSOHIHY	MANJAKANDRIANA	TSIROANOMANDIDY
ARIVONIMAMO	MAROANTSETRA	VANGAINDRANO
BRICKAVILLE	MAROVOAY	VOHEMAR
FARAFANGANA	MIANDRIVAZO	